



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21583
22 août 1990

ORIGINAL : FRANCAIS

**NOTE VERBALE, EN DATE DU 22 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LA MISSION PERMANENTE DE LA BELGIQUE AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES**

La Mission permanente de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de lui transmettre ci-dessous, en se référant à sa note SCPC/7/90, le relevé des mesures prises par la Belgique, à titre national et en tant qu'Etat membre de la Communauté économique européenne, dans le but de mettre en œuvre les dispositions de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité relative à l'invasion du Koweït.

1. Il convient de souligner tout d'abord que l'exportation d'armes et de munitions vers l'Iraq se trouve sous embargo en Belgique depuis 1980; cet embargo a d'ailleurs été confirmé au début de 1990 par le Comité ministériel des relations extérieures.

2. En vue de réaliser le blocage des avoirs irakiens et koweïtiens, l'arrêté royal du 8 août 1990, entré en vigueur le 9 août 1990, soumet à l'autorisation préalable du Ministre des finances les opérations de change, les mouvements de capitaux et les transferts financiers de toute nature entre la Belgique et l'étranger effectués par ou pour le compte de personnes physiques ou morales, de nationalité ou de résidence koweïtiennes ou irakiennes, sont également soumis à l'autorisation préalable du Ministre des finances toutes opérations relatives à des investissements d'origine koweïtienne ou iraquienne en Belgique.

Cet arrêté royal confirme la portée de la recommandation faite à titre conservatoire, le 3 août 1990, par le Ministre des affaires étrangères, M. Mark Eyskens, qui assumait à titre intérimaire la fonction de Ministre des finances, recommandation adressée à toutes les institutions financières appartenant au Gouvernement du Koweït et aux institutions publiques koweïtiennes, au cas où une demande de mobilisation émanerait soit du "nouveau régime" koweïtien, soit de l'Iraq.

3. Par ailleurs, la Belgique applique également les mesures prises dans le cadre des institutions européennes compétentes.

3.1 Ainsi, le règlement (CEE) No 2340/90 du Conseil du 8 août 1990 empêchant les échanges de la Communauté concernant l'Iraq et le Koweït à dater du 7 août 1990, qui dispose que sont interdites :

a) L'introduction sur le territoire de la Communauté de tout produit originaire ou en provenance de l'Iraq ou du Koweït;

b) L'exportation vers ces pays de tout produit originaire ou en provenance de la Communauté;

Sont également interdites sur le territoire de la Communauté ou par l'intermédiaire d'aéronefs et de navires battant le pavillon d'un Etat membre, ainsi qu'à tout ressortissant communautaire :

c) Toute activité ou transaction commerciale, y compris toute opération afférente à des transactions déjà conclues ou partiellement exécutées, ayant pour objet ou pour effet de favoriser l'exportation de tout produit originaire ou en provenance de l'Iraq ou du Koweït;

d) La vente ou la fourniture de tout produit, quelles qu'en soient l'origine ou la provenance :

i) A toute personne physique se trouvant en Iraq ou au Koweït;

ii) A toute autre personne physique ou morale aux fins de toute activité commerciale menée sur ou depuis le territoire de l'Iraq ou du Koweït;

e) Toute activité ayant pour objet ou pour effet de favoriser ces ventes ou ces fournitures.

Sont cependant exclus des dispositions du règlement (CEE) No 2340/90, tous les produits médicaux qui sont des dénominations communes internationales (DCI) ou des dénominations communes internationales modifiées (DCIM) de l'Organisation mondiale de la santé ainsi que les produits alimentaires destinés à des fins humanitaires dans le cadre d'opérations d'aide d'urgence.

3.2 Ainsi également la décision des représentants des gouvernements des Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, réunis au sein du Conseil du 8 août 1990, empêchant les échanges de la Communauté concernant l'Iraq et le Koweït à dater du 7 août 1990; cette décision étend les interdictions contenues dans le règlement (CEE) No 2340/90 à tous les produits relevant du traité CECA.

4. En vue de mettre en oeuvre le blocage de toutes opérations commerciales, l'arrêté ministériel du 8 août 1990, entré en vigueur le 9 août 1990, subordonne à la production d'une licence l'importation de tous produits originaires ou en provenance d'Iraq ou du Koweït qui ne se trouvent pas en libre pratique dans la Communauté européenne; est également soumis à la production d'une licence l'exportation vers l'Iraq ou le Koweït de tous les produits originaires ou en provenance de la Communauté européenne; enfin est également soumis à la production d'une licence le transit de toute marchandise originaire, en provenance ou à destination de l'Iraq ou du Koweït.
